

Les crédits

Malgré tout le respect que je dois au député qui cite des communiqués de l'époque où le gouvernement en place prévoyait des déficits de 30 milliards de dollars, les temps ont changé et les gouvernements sont maintenant forcés de déterminer quelle est la meilleure façon d'utiliser les ressources dont ils disposent.

Si le député a des suggestions pratiques à faire à ce sujet ou s'il est prêt à affirmer qu'on devrait augmenter le financement du PPIMD d'un autre montant de 250 millions de dollars, et qu'il sait où l'on pourrait trouver une telle somme, qu'il le fasse. Jusqu'à maintenant toutefois, outre ses fanfaronnades et ses divagations, il n'a pas fait de suggestions précises sur ce qu'il veut qu'on fasse.

M. Jack Frazer (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, mon intervention sera très brève car je sais que le temps file vite. J'aimerais demander au ministre s'il pourrait nous dire, selon les données les plus récentes dont il dispose, quels montants ont été investis dans le PPIMD et quels ont été les bénéfices engendrés.

M. Manley: Monsieur le Président, je crains ne pas pouvoir répondre à cette question sans consulter les données appropriées; je ferai parvenir ces renseignements au député aussi rapidement que possible.

Le président suppléant (M. Kilger): Reprenons le débat. Je profiterai de cette occasion pour rappeler à tous les députés des deux côtés de la Chambre que pour avoir la parole, un député doit la demander, c'est-à-dire se lever. Nous pouvons nous fier aux listes officielles dont on parle parfois et qui peuvent être utiles, mais au bout du compte, il est bien entendu que la présidence reconnaîtra les députés qui demandent la parole.

[Français]

M. Bob Ringma (Nanaïmo—Cowichan): Monsieur le Président, en lisant la motion du Bloc québécois, j'aurais plus de questions que n'importe quoi d'autre.

Que la Chambre blâme le gouvernement pour les délais inacceptables apportés dans la mise au point et l'implantation d'une véritable stratégie de reconversion des industries militaires. . .

Cela pose des questions. Alors, je suis heureux de dire que j'ai tout d'abord eu des réponses du premier orateur, porte-parole du Bloc, et ensuite du ministre de l'Industrie.

Avant le discours ce matin, j'avais décidé en le lisant que je devrais parler en faveur de la motion en partie et contre la motion pour une autre partie, selon, en grande partie, l'interprétation des mots spécifiques dans la motion.

[Traduction]

En écoutant le premier orateur, le député d'Hochelaga—Maisonneuve, certaines réponses me sont apparues clairement. La première, c'était tout d'abord qu'il faisait une déclaration tout à fait digne du Bloc québécois, enveloppée dans un peu de mystère.

re. En fait, cette question a été soulevée en partie par le ministre de l'Industrie, qui s'est demandé pourquoi les députés du Bloc parlaient de l'industrie de défense alors qu'à long terme, ils souhaitaient se séparer et peut-être ne pas avoir de forces armées.

• (1120)

J'ai remarqué également que le député n'a parlé, en fait, que du Québec. Il a bien parlé de régionalisme. Je pense que c'est un aspect extrêmement important pour tous les Canadiens, notamment parce que nous constatons que le gouvernement n'accorde pas suffisamment d'importance à la régionalisation ou à la nécessité de développer les diverses régions. Je trouve qu'on se concentre sur une région à la fois en fonction de considérations politiques plutôt qu'humaines ou industrielles.

La première chose que je me suis demandée en écoutant le porte-parole du Bloc, c'était ce qui avait justifié cette motion. Il m'est apparu très clairement qu'il s'agissait d'obtenir de l'argent pour des industries de Montréal. Je ne pense pas que ce soit acceptable. Il se peut qu'elles aient besoin d'argent ou d'aide ou encore du soutien du gouvernement, mais on ne peut accepter que nos collègues du Bloc réclament simplement davantage de fonds pour Montréal ou le Québec. Tout d'abord, il faut envisager cette question en fonction des besoins dans le reste du pays.

Je tiens à dire que la déclaration faite par le ministre de l'Industrie en réponse au député était excellente. Je souscris à une bonne partie de ce qu'il a déclaré; il a dit notamment qu'il n'était pas question de se limiter à verser de l'argent à l'industrie, que cette dernière devait prendre l'initiative elle-même.

Je voudrais simplement ajouter que le gouvernement doit également donner l'exemple à l'industrie, mais le ministre avait raison de dire que l'industrie du matériel de défense devait voir à ses propres intérêts. Elle doit répondre aux besoins du marché et tout comme le ministre l'a précisé très clairement, il n'est pas question de subventions massives ni de renflouements. Je ne pourrais être plus d'accord avec le ministre. Il a fini par préciser, en fait, que c'est l'industrie qui devait entamer le processus et je partage là encore ce point de vue.

Après être revenu rapidement sur les principaux points des déclarations du Bloc et du gouvernement, je dois dire que j'ai adopté, selon moi, une démarche beaucoup plus objective face à tout ce processus. J'aborde la question en fonction de la situation mondiale, de la politique étrangère et la politique de défense du Canada, ainsi que des initiatives que l'industrie doit prendre dans les circonstances.

Voyons maintenant à quel point je suis objectif.

[Français]

La motion présentée par le Bloc québécois mentionne des délais inacceptables apportés dans la mise au point d'une véritable stratégie.